

les cours ou empêché l'exportation, achevé de détraquer la balance commerciale. Les deux pays sont mal à l'aise pour les négociations économiques. Séparément ils ne peuvent rien.

Ce sont deux pays agricoles, qui ne sont pas complémentaires. Ils disposent des mêmes produits. Leurs forêts ont les mêmes essences, leurs plaines les mêmes céréales. A peine la Bulgarie pourrait-elle envoyer son charbon en Yougoslavie, qui le fait venir à grands frais de Tchécoslovaquie, voire de Grande-Bretagne. Mais une alliance commerciale, peut-être une union douanière, ferait de deux petites nations un grand État économique : 20 millions d'hommes, qui seraient forts, pour négocier avec les voisins, en tout esprit amical, pour résister aux ambitions de certaines grandes puissances. La Yougoslavie demande à la Grèce plus de facilités vers Salonique. La Bulgarie demande à la Grèce un débouché économique moins lointain qu'Alexandropole (Dédéagatch), par-devant la mer Egée. Mais, de part ni d'autre, nulle menace. La Bulgarie sait, par exemple, que la Grèce est son meilleur client après l'Allemagne.

A l'union douanière, peut-être monétaire, aucune objection des deux côtés. Le seul obstacle, c'est une grande puissance, qui voudrait faire de la Bulgarie ce qu'elle fait de la Hongrie, une vassale financière, sujette politique. En ce moment la Bulgarie lui résiste, a du mérite : les banques anglaises tentent d'accaparer les banques bulgares, et tout dernièrement, ont fait un essai — infructueux au reste — pour mettre la main sur la Banque d'État; les industries anglaises se jettent sur les fournitures, sur les entreprises bulgares. La Bulgarie préfère s'adresser à la S. D. N., demande à tous de l'aider.